

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 12–14 novembre 2012

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2012/9-B/3

15 octobre 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT – PROGRAMME DE PAYS MALI 105830

Coût (dollars É.-U.)			
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	28 082 847	8 974 135	37 056 982
Coût total pour le PAM	64 130 927	24 337 595	88 468 522

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

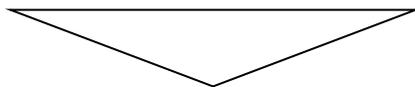
Directeur régional, ODD*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attachée de liaison principale, Mme N. Hegazy tél.: 066513-3189
ODD:

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 24 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Mali 105830 (WFP/EB.2/2012/9-B/3), ainsi que la prorogation du programme pour une période de 12 mois allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire prévoit de prolonger de 12 mois le programme de pays Mali 105830 (2008–2012), de janvier à décembre 2013, afin de permettre au PAM de poursuivre ses activités de développement alors que le pays traverse une période d'incertitude politique. Cette prolongation donnera aussi du temps supplémentaire pour réviser le nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et élaborer un autre programme de pays tenant compte des nouvelles priorités.
2. La révision budgétaire vise à venir en aide à 425 600 personnes en situation d'insécurité alimentaire:
 - en élargissant le soutien apporté en matière de santé et de nutrition: i) par la mise en place d'une alimentation complémentaire destinée à prévenir le retard de croissance chez les enfants de 6 à 23 mois; ii) par le lancement d'une initiative pilote de sensibilisation à la nutrition appuyée par des transferts monétaires et d'un projet de distribution d'espèces aux soignants; et iii) par l'intégration de Plumpy'Sup® dans l'assortiment alimentaire en vue de traiter la malnutrition aiguë modérée;
 - en ajoutant des micronutriments en poudre à l'assortiment distribué au cours des activités d'alimentation scolaire; et
 - en ajoutant des légumes secs, de l'huile et du sel à l'assortiment alimentaire fourni dans le cadre des activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA).
3. La révision budgétaire permettra:
 - de fournir 11 173 tonnes de vivres supplémentaires, pour une valeur de 9 millions de dollars, et d'assurer des transferts monétaires pour une valeur de 4,2 millions de dollars;
 - de couvrir les coûts de transport extérieur, de transport terrestre, d'entreposage et de manutention, les autres coûts opérationnels directs et les coûts d'appui directs, d'un montant de 9,5 millions de dollars; et
 - de couvrir les coûts d'appui indirects supplémentaires, à hauteur de 1,6 million de dollars.

JUSTIFICATION DE LA PROLONGATION DU PROGRAMME ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

4. Conformément au document de stratégie pour la réduction de la pauvreté¹ du Gouvernement et au PNUAD 2008–2012, le programme de pays 105830 comporte cinq composantes, qui contribuent à la réalisation des Objectifs stratégiques 2, 3, 4 et 5²:
- Composante 1 – Appui à l'éducation de base: augmenter les taux de scolarisation et d'assiduité au moyen de l'alimentation scolaire (Objectif stratégique 4); fournir des rations à emporter aux filles dans le but de réduire les écarts de taux d'assiduité entre filles et garçons; aider le Gouvernement à instaurer un programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale; conduire des enquêtes de référence et mettre en place une enveloppe d'interventions essentielles pour l'éducation (Objectif stratégique 5).
 - Composante 2 – Appui au développement rural: renforcer la capacité de résistance aux catastrophes naturelles des communautés rurales vulnérables en situation d'insécurité alimentaire; mettre en œuvre des activités VCA pour permettre aux communautés connaissant une insécurité alimentaire chronique de créer des avoirs durables et d'être moins vulnérables (Objectif stratégique 2).
 - Composante 3 – Appui à la sécurité alimentaire: renforcer le système de sécurité alimentaire du Mali: i) en soutenant le Programme de restructuration du marché céréalier du Gouvernement; ii) en renforçant les moyens dont dispose le Système d'alerte précoce (SAP); et iii) en recensant les zones exposées aux chocs météorologiques (Objectif stratégique 5).
 - Composante 4 – Appui à la santé et à la nutrition: fournir une supplémentation alimentaire ciblée aux enfants de 6 à 59 mois atteints de malnutrition aiguë modérée ainsi qu'aux femmes enceintes et aux mères allaitantes souffrant de malnutrition (Objectif stratégique 4).
 - Composante 5 – Initiative pilote Espèces contre travail (ECT) en milieu urbain – mise en place à l'occasion de la précédente révision budgétaire – pour accroître l'accès à la nourriture des ménages vulnérables (Objectif stratégique 3).
5. L'appui à la nutrition des patients sous traitement antirétroviral et antituberculeux a été intégré en 2011 dans les services assurés par le Ministère de la santé. Le PAM forme le personnel des dispensaires communautaires ainsi que les membres des associations de femmes et des organisations non gouvernementales (ONG) à la prévention et à la prise en charge de la malnutrition. Avec le concours de Save the Children, du Ministère de la santé et du Ministère de l'agriculture, le PAM recherche les causes de la malnutrition chronique dans la région de Sikasso, où la production vivrière est adéquate.

¹ Piliers: 1 – Sécurité alimentaire et développement rural; 12 – Accès à l'éducation et à la santé; et 13 – Lutte contre le VIH et le sida.

² Objectifs stratégiques: 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition; 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; et 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

6. À la suite du coup d'État de mars 2012 et de l'instauration d'un gouvernement de transition, le Mali a dû faire face à d'importantes difficultés dans le domaine politique et économique et sur le plan de la sécurité, surtout au nord, dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou occupées par des groupes armés, situation qui a débouché sur des problèmes d'instabilité et de vulnérabilité. Les activités prévues dans le programme de pays 105830 ont été réorientées à la mi-2012. Les activités de développement ont été suspendues à Gao, Kidal et Tombouctou, mais elles ont été renforcées dans le sud du pays afin de couvrir les zones vulnérables des régions de Mopti, Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso ainsi que Bamako.
7. L'opération d'urgence Mali 200389 a été lancée en février 2012 pour lutter contre les hauts niveaux d'insécurité alimentaire et de dénutrition. Elle permet de venir en aide à 1 million de personnes vivant dans les zones de Gao, Kayes, Kouliloro, Mopti, Ségou, Sikasso et Tombouctou qui sont vulnérables et touchées par la sécheresse. Parmi les activités figurent des distributions de vivres ciblées, une supplémentation alimentaire ciblée, une supplémentation alimentaire généralisée, des projets Vivres contre travail et ECT, et des programmes d'alimentation scolaire. Cette opération d'urgence prendra fin le 31 décembre 2012.
8. L'opération d'urgence régionale 200438 a été lancée en juin 2012 pour venir en aide aux personnes qui fuyaient la violence sévissant dans le nord du Mali et cherchaient refuge dans le reste du pays, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger. Le PAM porte secours à 300 000 personnes déplacées en organisant des distributions ciblées de vivres et d'espèces, en assurant une supplémentation alimentaire généralisée à l'intention des enfants de 6 à 23 mois ainsi qu'en dispensant un traitement contre la malnutrition aiguë modérée aux enfants de 6 à 59 mois, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes.

Conclusion et recommandations à l'issue de la réévaluation

9. Le PNUAD 2013–2017 est conforme au document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (2012–2017) du Mali. Au vu de la situation politique, l'équipe de pays des Nations Unies a différé la mise en œuvre du nouveau PNUAD et proposé un cadre de transition visant à appuyer la paix, la gouvernance et l'accès aux services de base. Les organismes concernés sont convenus de demander une prolongation d'un an de leur programme de pays, jusqu'à la fin de 2013.
10. De nombreux partenaires techniques et financiers ont suspendu ou réduit leur soutien en attendant le rétablissement d'un gouvernement élu. Ces décisions ont entravé la capacité du Gouvernement de fournir des services sociaux tels que les programmes de nutrition et les activités d'éducation, lesquels étaient en grande partie financés par des sources externes. Ainsi, le Gouvernement a interrompu la distribution quotidienne de repas dans 283 établissements scolaires (regroupant au total 76 000 écoliers) de Kayes, Koulikoro et Mopti, où les taux de scolarisation n'étaient respectivement que de 54 pour cent, 41 pour cent et 39 pour cent³. Il se heurte à des difficultés pour traiter la malnutrition aiguë modérée dans 590 établissements de santé de Bamako, Koulikoro, Ségou et Sikasso. Certains donateurs versent des fonds par le truchement d'ONG et d'organismes des Nations Unies, afin de s'assurer du maintien des services d'éducation, de nutrition et de santé et de préserver les acquis du développement.

³ Institut national de la statistique, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Agency for International Development des États-Unis. Enquête en grappes à indicateurs multiples. 2010. Bamako.

11. La toute dernière évaluation nationale de la sécurité alimentaire faisait état d'une insécurité alimentaire moyenne de 28 pour cent au cours de la saison de soudure et de 26 pour cent pendant la période suivant la récolte, ce qui témoignait d'une insécurité alimentaire structurelle⁴. L'insuffisance des précipitations durant la période des semis de l'année précédente et la sécheresse ayant sévi dans tout le Sahel ont exacerbé l'insécurité alimentaire dans le sud du Mali: une évaluation réalisée en février 2012 a recensé 106 communes vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire, soit 1,7 million de personnes, dans les régions de Kayes, Koulikoro, Mopti et Ségou⁵. Une évaluation de suivi effectuée en avril 2012 a répertorié 17 communes supplémentaires en situation d'insécurité alimentaire, soit 322 000 personnes, dans la région de Mopti⁶.
12. L'insécurité alimentaire est plus répandue dans les villes en raison des prix élevés des produits alimentaires, des forts taux de migration et du manque d'accès aux services. Selon l'évaluation de la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain réalisée à Bamako en janvier 2012, 60 pour cent des ménages urbains sont exposés à l'insécurité alimentaire, dont 32 pour cent le sont gravement. Le PAM et ses partenaires prévoient de mener une analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité fin 2012.
13. Le manque d'accès à la nourriture, principale cause de l'insécurité alimentaire, est dû à la pauvreté et au faible accès à la terre de ménages contraints d'acheter leur nourriture⁴. Les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire sont celles où la pauvreté est la plus forte. Selon une étude réalisée par le Gouvernement en 2011, les régions de Sikasso, Ségou et Mopti affichaient des taux de pauvreté de 83 pour cent, 47 pour cent et 46,6 pour cent respectivement⁷. Entre 2006 et 2010, les dépenses alimentaires moyennes par habitant ont reculé de 20 pour cent dans les villes, mais sont restées inchangées dans les zones rurales⁷.
14. Parmi les facteurs supplémentaires de l'insécurité alimentaire figurent la forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale et du pastoralisme, la faible productivité agricole, l'insuffisance de la transformation des aliments et la médiocrité des infrastructures commerciales. Pendant les années normales, la production céréalière intérieure répond aux besoins nationaux et le bon fonctionnement général des marchés permet que des vivres soient disponibles en quantités suffisantes dans toutes les régions du pays. Les marchés céréaliers ont toutefois été affaiblis par la baisse de la production, en particulier de millet et de sorgho. En attendant la prochaine récolte, les marchés importent davantage de maïs de Côte d'Ivoire afin de compenser la pénurie de millet et de sorgho. Sur les marchés d'exportation, les prix du bétail enregistrés en 2012 ont été similaires à ceux de 2011.

⁴ SAP, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Helen Keller International et PAM. Étude de base de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Mars 2009. Bamako.

⁵ SAP. Évaluation définitive de la campagne agricole 2011/2012. Février 2012.

⁶ SAP. Évolution de la situation alimentaire dans le pays. Avril 2012.

⁷ Ministère de l'économie et des finances. 2011. Inégalités, disparités géographiques et pauvreté au Mali. Bamako.

15. Les programmes de protection sociale en place sont dérisoires par rapport aux besoins, et la Banque mondiale recommande au Gouvernement et aux partenaires internationaux de les développer⁸. Le Gouvernement a mis en place des dispositifs de protection sociale⁹, notamment des transferts monétaires, mais ses ressources limitées ne lui permettent d'y consacrer que 0,5 pour cent de son produit intérieur brut⁸. À l'issue d'une évaluation récente du projet pilote de transferts monétaires mené par le PAM à Bamako et à Kayes, il a été recommandé de poursuivre ce projet en 2013 et de l'étendre à Mopti. Les valeurs alpha¹⁰ indiquent que les transferts monétaires sont une solution peu coûteuse; les marchés semblent par ailleurs être bien intégrés et affichent d'importants volumes d'échanges avec les pays limitrophes, ce qui permettra de s'approvisionner ailleurs en cas de déficit local.
16. Une enquête réalisée à la mi-2011 a révélé un taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale de 13,2 pour cent à Koulikoro, de 7,2 pour cent à Sikasso, 8,6 pour cent à Ségou et 8,4 pour cent à Bamako¹¹; dans les trois dernières de ces villes, on recense 36 pour cent des cas de malnutrition aiguë. Les carences en micronutriments touchent 72 pour cent des enfants de 6 à 59 mois et 55 pour cent des femmes de 15 à 49 ans⁴. La prévalence de l'anémie s'élève à 55 pour cent chez les femmes et atteint 60 pour cent parmi les femmes enceintes.
17. Les bas niveaux d'allaitement maternel exclusif et l'inadéquation de l'alimentation complémentaire¹² contribuent à la forte prévalence de la malnutrition chez les enfants de 6 à 23 mois, parmi lesquels 33 pour cent seulement reçoivent le nombre minimal recommandé de repas par jour. Seulement 27 pour cent des aliments qu'ils consomment sont jugés adaptés ou adéquats¹². Seules 15 pour cent des mères se rendent à des consultations sur la nutrition postnatale au cours des 1 000 jours suivant la conception. Les indicateurs de nutrition maternelle et infantile sont médiocres, en partie à cause de la dégradation de la situation socioéconomique, mais aussi en raison de problèmes environnementaux chroniques auxquels les ménages font face, en particulier les pénuries d'eau et le manque d'hygiène.
18. À Kayes, le traitement de la malnutrition aiguë modérée assuré par le PAM a eu des effets favorables tels qu'une augmentation de 3 pour cent à 10 pour cent du nombre d'enfants bénéficiant de consultations de suivi de la croissance, une progression de 19 pour cent à 53 pour cent de la détection de la malnutrition et un taux de récupération de 76 pour cent¹³.

⁸ Banque mondiale. Mali: Filets sociaux. 31 janvier 2011. Rapport 53222-ML.

⁹ Déclaration de politique nationale de protection sociale, adoptée en 2002; Plan d'action national pour l'extension de la protection sociale 2005–2009; et Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté 2007–2011.

¹⁰ Une valeur alpha de 0,75 indique que, pour chaque dollar d'aide alimentaire distribuée, les bénéficiaires pourraient acheter l'équivalent de 1,33 dollar de denrées si l'aide était fournie sous forme d'espèces.

¹¹ La prévalence de l'émaciation est jugée faible de 5 à 9 pour cent, grave de 10 à 14 pour cent et critique au-dessus de 15 pour cent. Organisation mondiale de la Santé. 1995. Valeurs limites retenues en matière de santé publique. Genève.

¹² Fourniture de produits alimentaires en complément du lait maternel à partir de l'âge de 6 mois.

¹³ Ministère de la santé (Kayes). 2011. Rapport annuel du projet SNACK. Bamako.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

19. La prolongation du programme de pays 105830 permettra au PAM de poursuivre les activités de développement menées dans le sud du Mali pour venir en aide à 425 600 personnes. Le PAM entend ainsi préserver les acquis, renforcer la capacité de résistance des communautés et accroître les moyens dont disposent les contreparties gouvernementales et les partenaires coopérants. En 2013, le nouveau PNUAD sera révisé, et le PAM élaborera un autre programme de pays tenant compte des nouvelles priorités.

⇒ Composante 1: appui à l'éducation de base

20. Le PAM continuera de distribuer des repas chauds composés de céréales, de légumes secs et d'huile végétale à 156 000 enfants dans 566 écoles primaires de Kayes, Koulikoro et Mopti, ainsi que des rations trimestrielles à emporter à 12 000 filles en cinquième et sixième années d'études. À compter de janvier 2013, des micronutriments en poudre seront ajoutés aux repas scolaires; des rations à emporter seront distribuées à 1 100 cuisiniers des cantines scolaires formés à la préparation de repas nutritifs.

21. Le PAM continuera de dispenser des cours d'alphabétisation à 8 000 membres de comités de gestion communautaires, afin de renforcer leur capacité de gérer les activités d'alimentation scolaire, suivant en cela la recommandation issue de l'évaluation du portefeuille de pays de 2010, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et du Centre national d'alphabétisation.

22. Le PAM assurera une assistance technique dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire, afin de contribuer à l'élaboration d'une législation nationale, de directives relatives aux repas scolaires et d'une stratégie de financement. Un examen des activités d'alimentation scolaire permettra d'adapter les modalités à l'évolution des conditions nationales et régionales et d'envisager le recours à la production locale et aux transferts monétaires. Les capacités des responsables du programme national d'alimentation scolaire seront renforcées à tous les niveaux, afin de faciliter par la suite le transfert des responsabilités au Gouvernement.

⇒ Composante 2: appui au développement rural

23. Les activités VCA accroîtront la capacité de résistance à long terme en renforçant l'accès des communautés aux avoirs productifs et leur participation au développement. L'augmentation budgétaire permettra au PAM de venir en aide à 41 750 bénéficiaires supplémentaires dans les régions ciblées. Les participants aux activités VCA seront sélectionnés selon une approche participative, en faisant en sorte que 30 pour cent soient des femmes. Des légumes secs, de l'huile et du sel seront ajoutés à l'assortiment alimentaire utilisé dans le cadre des activités VCA.

24. Les activités VCA suivantes seront proposées sur quatre mois:

- Restauration et conservation des ressources naturelles. Ces activités consisteront à restaurer les terres dégradées, à reboiser, à végétaliser et à stabiliser les berges, et à promouvoir l'irrigation; des techniques de culture novatrices seront utilisées pour remettre en état des terres pastorales et agropastorales dégradées ou encore favoriser la production vivrière et fourragère.
- Collecte des eaux de ruissellement et gestion de l'eau. Des étangs et des puits seront construits ou remis en état pour stocker l'eau en prévision des saisons sèches; les activités comprendront la plantation d'arbres et l'utilisation de techniques de conservation de l'humidité de façon à accroître l'efficacité des puits.

- Moyens de subsistance liés à l'agriculture et à la pêche. Les enseignements tirés d'un projet de promotion de la production durable de riz mené dans les régions de Gao et de Mopti seront exploités pour créer cinq rizières communautaires; des étangs piscicoles et des étangs polyvalents seront aménagés pour aider les familles à satisfaire leurs besoins alimentaires, à réduire le trajet à parcourir à pied pour aller chercher de l'eau et à trouver des possibilités de génération de revenus.
25. Les activités seront conduites avec le concours du Ministère de l'agriculture et de l'environnement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole et d'ONG. Des règles et des normes de travail seront établies dès le départ. Des informations de référence seront recueillies dans le cadre de la sélection des villages et des programmes. Les partenaires coopérants fourniront des rapports mensuels sur les distributions et des rapports périodiques sur les produits et les effets directs. Le PAM et ses partenaires suivront la mise en œuvre et l'impact des projets.

⇒ *Composante 3: appui à la sécurité alimentaire*

26. Le PAM continuera de fournir une assistance technique dans le cadre du système de sécurité alimentaire du Mali, en particulier pour le Programme de restructuration du marché céréalier et le SAP.
27. Le PAM et la FAO dirigent le groupe de travail technique sur la sécurité alimentaire, par le truchement duquel le PAM coordonne les interventions touchant la sécurité alimentaire au Mali, notamment celles menées par le Gouvernement, les ONG et les organismes des Nations Unies.

⇒ *Composante 4: appui à la santé et à la nutrition*

28. En 2013, le PAM traitera 152 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée et 39 500 femmes enceintes et mères allaitantes sous-alimentées. Les enfants de 6 à 59 mois recevront 92 grammes de Plumpy'Sup® par jour pendant 60 jours, conformément au protocole national. Les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition continueront de recevoir des rations composées de 250 grammes de Supercereal assorti de sucre et de 20 grammes d'huile pendant 180 jours (voir le tableau 2).
29. Dans le cadre de l'aide à la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë dans les cercles de Bafoulabé, Diéma et Yélimané de la région de Kayes, 4 900 soignants s'occupant d'enfants atteints de malnutrition aiguë grave recevront un transfert monétaire équivalent à 15 dollars pour une participation de deux semaines au programme de traitement des malades hospitalisés. Ce montant est calculé à partir du coût moyen d'un repas quotidien dans les cantines des centres de santé, soit 1 dollar.
30. Pour prévenir le retard de croissance, la révision budgétaire prévoit deux nouvelles activités à Bafoulabé, Diéma et Yélimané:
- i) une initiative d'alimentation complémentaire afin de fournir 46 grammes de Plumpy'Doz® par jour à 24 000 enfants de 6 à 23 mois; et
 - ii) un projet pilote de transferts monétaires fournissant 2,90 dollars par mois (soit le coût de 3,5 kilogrammes de riz à Kayes) à 15 000 mères pour les inciter à se rendre aux consultations sur la nutrition postnatale; l'impact de cette activité sera évalué en collaboration avec l'Institut de recherche pour le développement et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, de façon à éclairer les futures interventions menées en matière de nutrition.

31. Les partenaires coopérants se consacreront essentiellement aux activités de sélection, de distribution et de suivi réalisées à l'échelle des communautés, ainsi qu'au renforcement des capacités du personnel des dispensaires communautaires et des professionnels de santé. Leur rôle consistera notamment à encourager le changement des comportements, à former le personnel et à assurer une assistance technique en vue de pouvoir transférer par la suite la responsabilité de la prise en charge et du traitement de la malnutrition aiguë.

⇒ *Composante 5: initiative pilote Espèces contre travail en milieu urbain*

32. L'initiative pilote ECT sera étendue afin de venir en aide à 72 500 bénéficiaires, en ciblant 1 100 participants à Kayes, 10 650 à Bamako et 2 750 à Mopti. Les cercles vulnérables seront sélectionnés avec le concours des autorités locales et des partenaires d'exécution. Le ciblage des bénéficiaires sera effectué selon des critères de vulnérabilité préétablis de façon, par exemple, à retenir les ménages dirigés par des femmes et des personnes âgées ou encore ceux qui ont de faibles revenus mais qui disposent d'une capacité de travail. Les ménages vulnérables ne comptant pas de membre à même de travailler seront aidés par les services sociaux municipaux.
33. Les activités aideront les municipalités à mettre en œuvre des services de santé, d'assainissement et de protection de l'environnement. Le PAM fournira des normes techniques aux partenaires coopérants et formera ceux-ci aux normes de travail; les partenaires rendront régulièrement compte des produits et des effets directs obtenus. Les participants travailleront 22 jours par mois pour 63 dollars, soit 2,90 dollars par jour, ce qui correspond au salaire journalier minimum. Aux prix actuels sur les marchés, cette somme permet d'acheter 100 kilogrammes de céréales par mois. Les espèces seront distribuées par l'intermédiaire d'institutions locales de microfinancement.

TABLEAU 1: VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE

	Catégorie	Nombre actuel (2008–2012)	Nombre révisé (2013)	Total ^a (2008–2013)
Composante 1	Écoliers	272 000	156 000 ^c	302 000
	Rations à emporter: filles en cinquième et sixième années d'études, et membres de leur famille ^b	117 200	60 000 ^d	153 200
	Comités de gestion communautaires	3 100	8 000	11 100
	Rations à emporter: cuisiniers et membres de leur famille	15 600	5 500	21 100
Composante 2	VCA	312 140	41 750	353 890
Composante 4	Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois	307 700	152 000	459 700
	Supplémentation alimentaire ciblée: femmes enceintes et mères allaitantes	68 000	39 500	107 500
	Alimentation complémentaire: enfants de 6 à 23 mois	–	24 000	24 000
	Démonstrations culinaires: mères	98 000	–	98 000
	Espèces destinées aux soignants	–	4 900	4 900
	Espèces destinées à la sensibilisation à la nutrition postnatale	–	15 000	15 000
	Patients sous traitement antirétroviral/antituberculeux	5 500	–	5 500
Composante 5	Rations à emporter: participants aux activités ECT menées en milieu urbain	72 500	72 500	145 000
Total, hors chevauchements		1 248 300	425 550	1 594 650

^a Total après ajustement pour éviter le double comptage entre les années et les activités ainsi que le double comptage des filles.

^b Calculé d'après un ménage moyen composé de cinq personnes.

^c Tient compte du chevauchement entre les années scolaires 2012/13 et 2013/14, et de la prise en charge de 30 000 écoliers de l'enseignement primaire supplémentaires au début de l'année scolaire 2013/14.

^d Prise en charge estimée de 10 000 filles en cinquième et sixième années d'études (plus les 50 000 membres de leur famille) en 2013/14.

**TABLEAU 2: MODIFICATION PROPOSÉE DE LA RATION ALIMENTAIRE JOURNALIÈRE/DU TRANSFERT, PAR COMPOSANTE
(g/personne/jour)**

	Composante 1			Composante 2	Composante 4				Composante 5	
	Repas scolaires	Rations à emporter*: cuisiniers/ filles en 5ème et 6ème années d'études	Alphabétisation	VCA	Traitement de la malnutrition aiguë modérée		Alimentation complémentaire	Espèces destinées aux soignants	Consultations sur la nutrition postnatale	ECT
					Enfants de 6 à 59 mois	Femmes enceintes et mères allaitantes				
Céréales	150	–	400	400	–	–	–	–	–	–
Légumes secs	30	–	–	80	–	–	–	–	–	–
Huile végétale	10	10	–	50	–	20	–	–	–	–
Sel	–	–	–	5	–	–	–	–	–	–
Supercereal Plus et sucre	–	–	–	–	–	250	–	–	–	–
Plumpy'Sup®	–	–	–	–	92	–	–	–	–	–
Plumpy'Doz®	–	–	–	–	–	–	46,3	–	–	–
Micronutriments en poudre	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Espèces	–	–	–	–	–	–	–	1 dollar par jour	2,90 dollars par mois	2,90 dollars par jour
TOTAL	191	10	400	535	92	270	46,3	–	–	–
Total kcal/jour	693	89	1 340	2 100	500	1 200	247	–	–	–
% de kcal d'origine protéique	13,8	–	13,1	12	10	21	9,5	–	–	–
% de kcal d'origine lipidique	19,3	–	8,1	28	54	38	58,2	–	–	–
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180	180	88	60	180	180	15	–	88

* Ration trimestrielle de 4 litres.

BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN ESPÈCES

	Produits alimentaires/espèces	Chiffres actuels	Augmentation	Total révisé
Composante 1	Produits alimentaires	29 687	6 248	35 935
Composante 2	Produits alimentaires	11 199	1 966	13 165
Composante 3	Produits alimentaires	1 000	–	1 000
Composante 4	Produits alimentaires	10 595	2 959	13 554
	Espèces	–	597 759	597 759
Composante 5	Espèces	3 645 532	3 645 532	7 291 064
Quantité totale de produits alimentaires (en tonnes)		52 481	11 173	63 654
Montant total des espèces (en dollars)		3 645 532	4 243 291	7 888 823

34. Le PAM améliore le suivi et l'évaluation en renforçant les capacités du personnel, en élaborant de nouveaux outils pour assurer le suivi des distributions d'espèces et en accroissant sa présence sur le terrain.

Évaluation des risques

⇒ Risques contextuels

35. L'instabilité politique et l'insécurité sont les plus grands risques qui pèsent sur les interventions prévues du PAM. Une dégradation de la situation politique à Bamako affaiblirait l'appui déjà limité qu'apporte le Gouvernement et pourrait aussi entraîner une réduction du soutien fourni par les donateurs. Si l'instabilité devait se propager au sud, ou si une catastrophe naturelle se produisait, il faudrait revoir le programme de développement: le PAM et ses partenaires surveilleront la situation et adapteront leurs activités à l'évolution des besoins.

⇒ Risques programmatiques

36. Une hausse des prix internationaux des produits alimentaires pourrait avoir un effet de contagion au Mali et diminuer le pouvoir d'achat des bénéficiaires ciblés. Le PAM suit les cours des produits alimentaires et ajustera selon que de besoin le montant des transferts monétaires réalisés dans le cadre des activités ECT menées en milieu urbain.

⇒ Risques institutionnels

37. La mise en œuvre en temps opportun des activités ECT exigera de déployer sans délai des spécialistes à partir du bureau régional et des unités techniques.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	6 393	2 876 966	
Légumes secs	1 165	570 628	
Huile et matières grasses	751	818 375	
Aliments composés et mélanges	2 817	4 165 160	
Autres	47	543 006	
Total, produits alimentaires	11 173	8 974 135	
Transferts monétaires		4 243 291	
Produits alimentaires et transferts			13 217 426
Transport extérieur			684 871
Transport terrestre, entreposage et manutention			1 910 507
Autres coûts opérationnels directs			2 433 378
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			4 499 234
Total des coûts directs du PAM			22 745 416
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			1 592 179
COÛT TOTAL POUR LE PAM			24 337 595

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé aux fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	1 694 760
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	598 665
Personnel local – agents des services généraux	1 052 300
Personnel local – personnel temporaire	939
Personnel local – heures supplémentaires	34 200
Volontaires des Nations Unies	162 000
Voyages officiels du personnel	457 740
Total partiel	4 000 604
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	46 800
Charges courantes (électricité, etc.)	17 500
Fournitures de bureau et petit matériel	38 250
Communications et services	60 000
Réparation et entretien du matériel	21 400
Exploitation et entretien des véhicules	23 040
Aménagement des bureaux et réparations	22 500
Prestations de services d'organismes des Nations Unies	43 000
Total partiel	272 490
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	163 200
Matériel de communication	7 500
Dépenses locales de sécurité	55 440
Total partiel	226 140
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	4 499 234

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Effets directs du PNUAD</p> <p>L'accès des groupes les plus vulnérables à des services sociaux de base de qualité est renforcé</p> <p>Les zones rurales les plus vulnérables bénéficient d'un renforcement de la sécurité alimentaire et de création d'emplois.</p> <p>Les capacités de l'État, des collectivités territoriales, des organisations de la société civile et du secteur privé en matière de planification, de formulation, de mise en œuvre et de suivi/évaluation des programmes de développement et d'intégration régionale et sous-régionale sont renforcées</p>	<p>Indicateurs d'effet direct du PNUAD</p> <p>Proportion d'élèves commençant la première année d'étude du premier cycle et achevant la cinquième</p> <p>Référence: 53,2 %</p> <p>Proportion de la population vivant dans les zones les plus vulnérables n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique</p> <p>Production agricole dans les zones rurales les plus vulnérables</p> <p>Pourcentage d'aide publique au développement comptabilisé dans le budget de l'État</p> <p>Référence: 50 %</p> <p>Pourcentage de l'aide fournie dans le cadre de l'approche programme</p>	<p>Les stratégies actuelles d'accélération menées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Fast Track et Survie de l'enfant) sont mises en œuvre</p> <p>Le Gouvernement renforce ses capacités et s'assure une aide budgétaire plus importante</p> <p>Les partenaires techniques et financiers adhèrent à la Déclaration de Paris</p>
Composante 1: appui à l'éducation de base		
Objectif stratégique 4: réduire la faim chronique et la dénutrition		
<p>Effet direct 1</p> <p>Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles bénéficiant d'une assistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Scolarisation: augmentation annuelle moyenne du nombre de filles et de garçons scolarisés Cible: 2 % ➤ Taux d'assiduité: nombre de jours de classe pendant lesquels les filles et les garçons vont en cours, en pourcentage du total Cible: 95 % ➤ Ratio filles/garçons: ratio entre filles et garçons scolarisés Cible: 1:1 ➤ Taux de réussite des filles et des garçons Cible: 85 % 	<p>Le programme national d'alimentation scolaire est renforcé et dispose des ressources voulues pour être étendu à des écoles supplémentaires</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 1.1</p> <p>Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre moyen de filles et de garçons recevant des repas scolaires ➤ Quantité de micronutriments en poudre distribués par jour, en pourcentage de la quantité prévue ➤ Nombre de filles recevant des rations à emporter ➤ Nombre de cuisiniers recevant des rations à emporter ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue ➤ Nombre d'écoles bénéficiant d'une assistance 	<p>Le PAM reçoit des donateurs des contributions suffisantes pour mettre en œuvre la composante conformément aux prévisions</p>
<p>Objectif stratégique 5: renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</p>		
<p>Effet direct 2</p> <p>Multiplication des possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays <p>Cible: 100 % des vivres destinés à l'alimentation scolaire</p>	<p>Les niveaux de production vivrière sont maintenus ou augmentent pour permettre les achats locaux</p>
<p>Produit 2.1</p> <p>Produits alimentaires achetés localement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement ➤ Produits alimentaires achetés localement, en pourcentage de la quantité totale 	<p>Le Gouvernement n'impose pas, du fait de problèmes de production, de restrictions sur les achats de céréales produites localement</p>
<p>Effet direct 3</p> <p>Progression sur la voie de la mise en place de solutions au problème de la faim prises en charge par les autorités nationales</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale relatif au programme national d'alimentation scolaire <p>Référence: 14/20 (2011) Cible: 16/20</p>	<p>Le programme national d'alimentation scolaire est renforcé et dispose des ressources voulues pour être étendu à des écoles supplémentaires</p>
<p>Produit 3.1</p> <p>Capacités et sensibilisation renforcées au moyen des activités organisées par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes, ventilé par sexe, formées à la conception, à la planification, à la mise en œuvre et à l'exécution des programmes ➤ Nombre de directives et de documents d'appui produits aux fins de la mise en œuvre des activités d'alimentation scolaire 	<p>Le PAM reçoit des contributions suffisantes pour mettre en œuvre la composante conformément aux prévisions</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Composante 2: appui au développement rural		
Objectif stratégique 2: prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 4 Au cours de la période d'assistance, adéquation de la consommation alimentaire pour les ménages ciblés exposés à la faim aiguë	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: à déterminer à l'issue de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2012	On n'observe aucune perturbation majeure des opérations du fait, par exemple, de l'insécurité ou de la sécheresse
Produit 4.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des rations dans le cadre d'activités VCA Cible: 41 750 <ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue ➤ Montant total des transferts monétaires aux bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu Cible: 100 % <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des rations dans le cadre d'activités ECA 	Le PAM reçoit des contributions suffisantes pour mettre en œuvre la composante conformément aux prévisions
Effet direct 5 Amélioration de l'accès des communautés ciblées aux avoirs dans les périodes de fragilité et de transition	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés relatif aux avoirs Cible: à déterminer de façon à prendre en compte l'augmentation des avoirs communautaires productifs en état de fonctionnement par rapport au niveau de base déterminé lors de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2012	On n'observe aucune perturbation majeure des opérations du fait, par exemple, de l'insécurité ou de la sécheresse
Produit 5.1 Avoirs permettant de réduire les risques et d'atténuer les effets des catastrophes créés ou rétablis	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'avoirs permettant de réduire les risques et d'atténuer les effets des catastrophes créés ou rétablis par les communautés et les personnes ciblées, par type 	Le PAM reçoit des contributions suffisantes pour mettre en œuvre la composante conformément aux prévisions
Objectif stratégique 5: renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 6 Multiplication des possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués Cible: 100 %	Les niveaux de production vivrière sont maintenus ou augmentent pour permettre les achats locaux

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 6.1 Produits alimentaires achetés localement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement ➤ Produits alimentaires achetés localement, en pourcentage de la quantité totale 	Le Gouvernement n'impose pas, du fait de problèmes de production, de restrictions sur les achats de céréales produites localement
Composante 3: appui à la sécurité alimentaire		
Objectif stratégique 5: renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
<p>Effet direct 7 Élargissement des cadres directeurs nationaux afin d'intégrer des solutions au problème de la faim</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Financement et mise en œuvre conformément aux prévisions des solutions au problème de la faim figurant dans le PNUAD et le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté tels qu'approuvés 	Le Gouvernement et les partenaires de développement sont disposés à intégrer les solutions au problème de la faim dans les documents nationaux de politique générale
<p>Produit 7.1 Produits alimentaires distribués en quantité suffisante et en temps voulu dans le cadre du mécanisme national de sécurité alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires, par sexe et tranche d'âge, recevant des rations lors des distributions de vivres issus du stock national de sécurité ➤ Nombre de réunions statutaires du comité de coordination des donateurs du Programme de restructuration du marché céréalier 	
<p>Produit 7.2 Appui technique fourni en temps voulu pour le système d'alerte rapide</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de sessions de formation à la sécurité alimentaire et à la nutrition conduites à l'échelle nationale avec le soutien du PAM ➤ Nombre de sessions de formation technique organisées à l'intention des contreparties gouvernementales avec le soutien du PAM ➤ Nombre de contreparties gouvernementales formées par le PAM 	L'activité reçoit des contributions suffisantes
<p>Effet direct 8 Multiplication des possibilités de commercialisation au niveau national et au niveau des petits exploitants grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Céréales achetées localement, en pourcentage des céréales distribuées par le PAM <p>Cible: 50 %</p>	Le pays n'est frappé par aucune catastrophe naturelle
<p>Produit 8.1 Produits alimentaires achetés localement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement, par type 	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Composante 4: appui à la santé et à la nutrition		
Objectif stratégique 4: réduire la faim chronique et la dénutrition		
<p>Effet direct 9</p> <p>Réduction de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes dans les zones couvertes par le projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (rapport poids/taille, en pourcentage) Référence: 10,9 % Cible: 0,9 % ➤ Prévalence du faible périmètre brachial chez les enfants de moins de 5 ans Cible: < 5 % ➤ Taux de récupération par supplémentation alimentaire Cible: > 75 % ➤ Taux d'abandon de la supplémentation alimentaire Cible: < 15 % ➤ Taux de mortalité chez les bénéficiaires de la supplémentation alimentaire Cible: < 3 % 	<p>Le fonctionnement des centres de santé n'est pas perturbé par des événements extérieurs tels qu'une pandémie ou des problèmes d'insécurité</p> <p>Le PAM reçoit des ressources suffisantes pour venir en aide aux populations touchées</p>
<p>Produit 9.1</p> <p>Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité et espèces et bons distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires, des espèces et des bons, par catégorie, activité et modalité de transfert, et en pourcentage des chiffres prévus ➤ Quantité d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue ➤ Nombre de soignants recevant des espèces pour leur participation au traitement contre la malnutrition aiguë de malades hospitalisés 	<p>Le PAM reçoit des contributions suffisantes pour mettre en œuvre la composante conformément aux prévisions</p>
<p>Effet direct 10</p> <p>Amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de 2 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes dans les zones d'intervention</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence du retard de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (rapport taille/âge, en pourcentage) Référence: 32 % Cible: 22 % ➤ Prévalence des carences énergétiques chez les femmes enceintes et les mères allaitantes – périmètre brachial Référence: 12 % Cible: 2 % 	<p>Le fonctionnement des centres de santé n'est pas perturbé par des événements extérieurs tels qu'une pandémie ou des problèmes d'insécurité</p> <p>Le PAM reçoit des ressources suffisantes pour venir en aide aux populations touchées</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les femmes enceintes et les mères allaitantes – indice de masse corporelle < 18,5 Référence: 18 % Cible: 8 % ➤ Femmes enceintes et mères allaitantes se rendant aux consultations prénatales, en pourcentage du nombre total Référence: 12 % Cible: 50 % ➤ Enfants de moins de 2 ans ayant présenté un faible poids à la naissance Référence: 18 % Cible: 8 % 	
<p>Effet direct 11</p> <p>Distribution de produits alimentaires et d'articles non alimentaires de qualité ainsi que d'espèces et de bons en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Femmes enceintes et mères allaitantes recevant des espèces en contrepartie de leur participation à des séances de sensibilisation à la nutrition, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100 % ➤ Enfants de moins de 2 ans recevant des aliments complémentaires, en pourcentage du nombre prévu Cible: 90 % ➤ Aliments complémentaires et produits nutritionnels spéciaux distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue Cible: 100 % 	Le PAM reçoit des contributions suffisantes pour mettre en œuvre la composante conformément aux prévisions
<p>Effet direct 12</p> <p>Progression sur la voie de la mise en place de solutions au problème de la faim prises en charge par les autorités nationales</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale¹ relatif au programme national de nutrition Référence: 12/20 Cible: 15/20 	La politique nationale de développement de la nutrition est approuvée par les responsables politiques
<p>Produit 12.1</p> <p>Capacités et sensibilisation renforcées au moyen des activités organisées par le PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes formées à la conception, à la planification, à la mise en œuvre et à l'exécution des programmes de nutrition ➤ Dépenses consacrées par le PAM à l'assistance technique en vue de renforcer les capacités nationales 	La politique nationale de développement de la nutrition est approuvée par les responsables politiques

¹ L'indice de capacité nationale mesure les progrès réalisés par rapport à cinq critères: i) juste respect de la politique nationale; ii) cadres institutionnels solides; iii) financement et budgets stables; iv) conception de programmes de qualité; et v) forte participation des communautés. L'outil d'évaluation du renforcement des capacités repose sur des critères que le PAM a adaptés à partir d'un cadre consacré au sujet par la Banque mondiale.

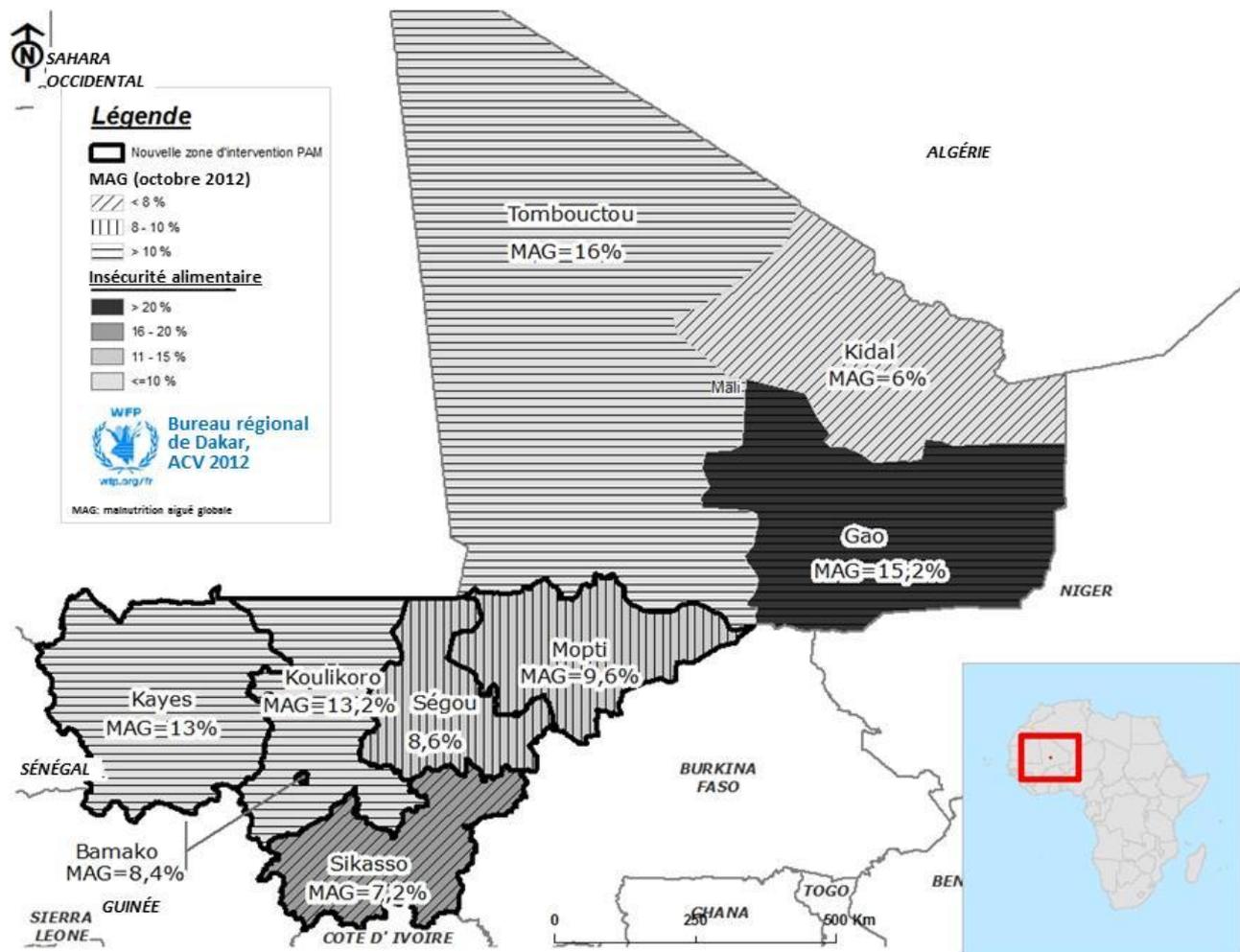


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Composante 5: initiative pilote Espèces contre travail en milieu urbain		
Objectif stratégique 3: remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 13 Au cours de la période d'assistance, adéquation de la consommation alimentaire pour les ménages ciblés exposés à la faim aiguë	➤ Score de consommation alimentaire des ménages Cible: à déterminer à l'issue de l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2012	On n'observe aucune perturbation majeure des opérations du fait, par exemple, de l'insécurité ou de la sécheresse
Produit 13.1 Espèces distribuées en quantité suffisante et en toute sécurité aux groupes ciblés de femmes, d'hommes, de filles et de garçons	➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons bénéficiant des activités ECT Cible: 72 500 ➤ Montant total des transferts monétaires aux bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu Cible: 100 %	Le PAM reçoit des contributions suffisantes pour mettre en œuvre la composante conformément aux prévisions

ANNEXE III

CARTE DU MALI. INDICATEURS DE VULNÉRABILITÉ ET ZONES D'INTERVENTION



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ECT	Espèces contre travail
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
SAP	Système d'alerte précoce
VCA	Vivres pour la création d'avoirs